



Thinking Africa

NOTE DE RECHERCHE

LA DIPLOMATIE COREENNE EN AFRIQUE : ENTRE L'AGRESSIVITE CHINOISE ET LA FORCE TRANQUILLE JAPONAISE

par
Pacifique Hippolyte LUABEYA

.....

Pacifique Hippolyte LUABEYA est doctorant en droit international en France. Il a fait une partie de ses études à l'Université de Kinshasa en République démocratique du Congo. Il est détenteur d'un master professionnel en droits de l'homme et en droit international humanitaire du Centre de Recherche Interdisciplinaire pour la promotion et la protection des Droits de l'Homme en Afrique Centrale (CRIDHAC) l'Université de Kinshasa (2012-2013).

Il est en outre détenteur d'un Master en développement international de Hankuk University of Foreign Studies de Séoul en Corée du Sud (Programme Koica Hufs 2013-2014). Il est Candidat Assistant de Recherche au CRIDHAC et est encadreur à la cellule d'encadrement des étudiants de la faculté de droit de l'Université de Kinshasa (Club Charles Rousseau), cellule chargée de préparer les étudiants aux différents concours internationaux, régionaux et nationaux en droit international public. Il est membre d'une Organisation Non Gouvernementale de la République démocratique du Congo appelée Ligue des Electeurs affiliée à la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH). Il est enfin membre du Centre d'études en règlement des différends internationaux en Afrique (CERDIA), centre privé siégeant dans la faculté de droit de l'Université de Kinshasa. Il a participé à des compétitions internationales sur le droit international comme étudiant (Concours de plaidoirie en droit international Charles Rousseau du Réseau Francophone de Droit International, RFDI, édition 2011 à Beyrouth au Liban) où il a obtenu avec ses coéquipiers le prix spécial du RFDI, puis comme instructeur des étudiants (édition 2013 à Bucarest en Roumanie). Actuellement, il se passionne pour la coopération internationale au développement et le droit international des droits de l'homme.

MOTS CLEFS : Agressivité chinoise, politique tranquille japonaise, offensive coréenne, vague de paix, apolitisme.

Introduction : La Corée du Sud est l'un des Pays est-asiatiques qui éprouve de plus en plus d'intérêt pour l'Afrique. Ses récents engagements en faveur d'une diplomatie orientée vers l'Afrique en sont un exemple. À ce titre, on peut citer le Sommet de Busan de 2011 sur l'efficacité de l'Aide Publique au Développement au cours duquel les gouvernements des Pays développés dont celui de la Corée du Sud ont manifesté leur volonté de rendre la gestion de l'aide efficace au sein des Pays en développement, notamment dans les Pays africains, en intégrant désormais les organisations de la société civile¹ ; l'implication de la Corée du Sud en République Démocratique du Congo (R.D.C.) à travers 4 accords de coopération de 2011² ; la signature d'un protocole d'accord en 2014 entre le ministre des infrastructures économiques ivoirien et le vice-ministre du territoire et des transports Sud-Coréen³, etc. Étant donné que la Corée du Sud n'est pas le seul Pays est-asiatique à se tourner vers l'Afrique, utilise-t-elle une approche diplomatique spécifique et différente de celles de la Chine et du Japon en Afrique ?

Cette question est abordée sous une approche comparative et critique qui met l'accent sur le fait que la Chine est très agressive sur les ressources naturelles en Afrique, allusion faite au contrat du siècle en R.D.C. et à une tentative de faire de même au Mali. L'accent est aussi mis sur le fait que la Chine reste l'unique membre du Conseil de Sécurité qui joue un rôle majeur entre les deux Soudan et que son statut de p. 5 change la donne. Quant au Japon, il est en Afrique depuis les années 1960. Sa force tranquille repose donc sur la certitude d'assurer le ravitaillement en ressources vitales car son industrie Auto-moto et des engins de chantier est très en avance. La Corée est, elle aussi, très offensive dans le commerce de l'électrotechnique (Samsung, Lg, hifi et autres électroménagers). Les voitures coréennes prennent de plus en plus de place et Hunyadai, par exemple, challenge Mazda. Il est, en outre, dit un mot sur la soft diplomatie dans l'offre des bourses d'études par les 3 Pays afin de trouver qui fait mieux. Enfin, la conclusion insiste sur le fait que les

trois politiques, que chacun des acteurs se propose de faire, n'est qu'un habillage pour masquer la violence de la prédation.

L'AGRESSIVITÉ CHINOISE

La diplomatie chinoise pour l'Afrique a été définie lors du sommet de Beijing de 2006 et dans le plan d'action 2007-2009. Une diplomatie comprenant particulièrement 3 axes : politique, économique et culturel. Sur le plan politique, la Chine prône l'égalité et la confiance mutuelle. C'est en vertu de cette égalité qu'elle prétend tirer un trait sur les ingérences politiques dans les affaires intérieures de ses partenaires africains. Ce qui contribue à consolider sa politique de profil bas pour l'Afrique inspirée de la doctrine de Deng Xiaoping : « consolider nos positions ; garder notre calme ; faire preuve de modestie et attendre notre heure ; maintenir un profil bas et ne jamais revendiquer le leadership.⁴ » Sur le plan économique, elle prône le gagnant-gagnant (win-win). Cette stratégie s'inscrit dans la vision d'une planification commune et des bénéfices largement répartis. Selon ses autorités⁵, il ne s'agit pas seulement d'une relation de donateur et de receveur mais aussi d'une coopération entre les pays en développement profitant à tous les partenaires, jamais au profit de l'un et au détriment de l'autre. Sur le plan culturel, il s'agit des échanges et de l'inspiration mutuelle. De manière générale, la caractéristique principale de cette diplomatie reste son caractère pragmatique (la realpolitik)⁶ et coopératif en lieu et place de la confrontation. Ce qui justifie, d'après la Chine, le fait que les coopérations entre les Pays africains et elle gagnent en ampleur et que, grâce à leurs propres efforts et en partie grâce aux coopérations qu'ils mènent avec elle, beaucoup de Pays africains ont obtenu des résultats appréciables en termes de croissance économique bien que la question relative à l'existence d'une vraie croissance en dehors du domaine des hydrocarbures où tout le monde participe se pose toujours.

D'ailleurs, le rapport annuel 2013 sur les perspectives économiques en Afrique⁷ qui a répertorié 10 éco-

1. Lire Partenariat de Busan pour une coopération efficace au service du développement en ligne sur <http://www.oecd.org/fr/cad/efficacite/49650184.pdf>, consulté le 01/06/2015 à 22 h 17 min

2. Ces accords sont disponibles au département de l'Asie, de l'Amérique et de l'Océanie du Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale de la RDC

3. Information reçue sur <http://news.abidjan.net/v/18084.html>, consulté le 01/06/2015 à 22 h 37 min

4. À consulter dans GABAS Jean-Jacques et CHAPONNIERE Jean- Raphaël, *Le temps de la Chine en Afrique. Enjeux et réalités au sud du Sahara*, Paris, Khartala et Gemdev, 2012, pp.33-34

5. Voir par exemple « Le discours de l'ambassadeur de la Chine lors de la réception de la fête nationale chinoise » dans <http://cd.china-embassy.org/fra/zghz/>, consulté le 03/01/2014 à 12 h 00 min

6. Lire dans le même sens, GABAS Jean-Jacques et CHAPONNIERE Jean- Raphaël, *Op.cit.*, pp.33-34

7. Disponible sur <http://www.africaneconomicoutlook.org/fr/>

nomies africaines⁸ qui ont affiché entre 2013 et 2014 des signes évidentes de croissance dont celles de la Libye et de la R.D.C. explique ces processus de croissance, pour la première, par le redémarrage de la production et des exportations de pétrole et pour la seconde par le dynamisme observé dans les secteurs des mines, de l'agriculture et de l'immobilier (construction). La présence chinoise dans lesdits processus est non négligeable car, pour paraphraser Jean-Raphaël CHAPONNIERE et Jean-Jacques GABAS, « Si l'Afrique demeure un partenaire modeste de la Chine, c'est avec l'Afrique que son commerce a augmenté le plus rapidement. »⁹ C'est ici que l'agressivité de sa diplomatie peut être constatée contrairement aux deux autres géants est-asiatiques. Toutefois, une récente étude¹⁰ a démontré qu'une croissance basée sur l'exportation des ressources naturelles non renouvelables, telles que les hydrocarbures, n'est qu'éphémère si leurs prélèvements sont systématiquement supérieurs au niveau de production. Car ces ressources sont appelées à s'épuiser ou à disparaître au fil du temps. Une autre étude qui met l'accent sur le caractère fragile et éphémère d'une croissance essentiellement basée sur l'exploitation et l'exportation des ressources naturelles vient du rapport annuel 2015 sur les perspectives économiques en Afrique¹¹ qui cite le repli des cours du pétrole et des matières premières comme l'un des facteurs susceptibles d'entraver la croissance en Afrique en 2015 et 2016.

Le contrat du siècle (contrat chinois)¹² signé le 17 septembre 2007 entre le gouvernement congolais et

le groupement d'entreprises chinoises devait offrir des avantages à la Chine largement supérieurs à ceux de la R.D.C., créant ainsi un grand déséquilibre de gains dans le chef de deux parties. Plusieurs voix se sont élevées contre ledit contrat qui contenait des clauses léonines très avantageuses pour la Chine. Cet état de choses a notamment poussé le FMI et certaines puissances occidentales à faire pression sur les autorités de la R.D.C. afin de revoir ce contrat. Aux termes de ce dernier¹³, l'Empire Céleste devait prêter à la R.D.C. 9 milliards \$US, montant revu peu après à la baisse soit à 6,2 milliards à la suite de la pression du FMI avant que se retire d'affaire **China Export -Import (Exim Bank), son unique financier**. Cette aide a été liée à un programme d'investissement consistant à **construire des infrastructures en R.D.C. par les sociétés chinoises dans le cadre du programme de 5 chantiers du Président Joseph Kabila contre** l'exploitation des ressources minières congolaises par la Sicominex, une société joint-venture appartenant à des sociétés d'État chinoises (68 %) et congolaises (32 %)¹⁴. La Chine a failli faire de même au Mali. Celui-ci voulait signer avec l'entreprise chinoise ZTE un projet de réseau national de sécurité, avec Exim Bank un accord de prêt pour l'achat de 600 camions au profit d'opérateurs économiques et voulait enfin vendre un de ses patrimoines au centre-ville de Bamako. Ce qui n'a pas de nouveau arrangé le FMI et certaines puissances occidentales qui voulaient s'accaparer du marché malien secoué par une forte crise politique¹⁵. Au Soudan et au Soudan du Sud,

8. Il s'agit de la Libye (11,6), la Sierra Leone (9,6), le Tchad (9,5), la Côte d'Ivoire (9,3), la R.D.C (8,8), le Ghana (8,4), le Mozambique (8,3), l'Angola (8), la Zambie (7,6) et le Rwanda (7,2)

9. GABAS Jean-Jacques et CHAPONNIERE Jean-Raphaël, *Op.cit.*, p. 43

10. C'est l'étude du Service de l'observation et des statistiques du Commissariat général au développement durable du Ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement de la République française. Service de l'observation et des statistiques, « Impact de l'épuisement des ressources naturelles sur les agrégats économiques », in *Ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement de la République française. Commissariat général au développement durable*, n° 6, Octobre 2011, p. 6

11. Voir « Perspectives économiques en Afrique » sur <http://www.africaneconomicoutlook.org/fr/outlook/>, consulté le 01/06/2015 à 23 h 55 min

12. Avant ce contrat chinois, les deux États se trouvaient être liés par les accords de coopération signés le 3 avril et le 07 décembre 2001, les memoranda d'entente commune et accords sur le financement du développement des infrastructures de la République Démocratique du Congo par l'exploitation de ses ressources minières signé

par le gouvernement congolais respectivement le 9 août 2007 avec la SINOHYDRO, le 16 août 2007 avec l'EXIM BANK et le 17 août 2007 avec la CREC ainsi que les accords conclus par elles sur la reconstruction de la RDC. 13. Voir Protocole d'accord du 17 septembre 2007 signé entre la RDC et le groupement d'entreprises chinoises dans www.mediacongo.net/show.asp?doc=7884, consulté le 03/01/2014. Il s'agit de ce qu'on appelle le contrat d'Etat. C'est un contrat signé entre un État et une ou des sociétés privées ou contrat mettant en présence une partie étatique et une partie privée (Pour plus des détails sur ce genre contrat, voir « Contrat d'Etat et internationalisation » dans <http://www.doc-etudiant.fr/Droit/International/Memoire-Contrat-detat-et-internationalisation-69852.html>, consulté le 17/05/2014)

14. Pour plus d'informations sur ce contrat, l'on pourra lire « Fini le "contrat chinois" – Exim Bank se retire : même la Chine n'a plus confiance en Kabila », dans <http://democratiechretienne.org/2013/05/04/fini-le-contrat-chinois-exim-bank-se-retire-meme-la-china-na-plus-confiance-en-kabila/>, consulté le 03/01/2014 et « Les véritables clauses du contrat chinois » dans www.mediacongo.net/show.asp?doc=7884, consulté le 03/01/2014

15. Voir « Mali : des contrats chinois irritent le FMI et les bailleurs occidentaux » sur <http://www.financialafrik.com>

la Chine détient une part importante dans l'industrie pétrolière. L'académie chinoise des sciences sociales indique que « la Chine importe plus de 60 pour cent du pétrole soudanais et détient une part de 40 pour cent dans 'Petrodar' et 'Greater Nile Petroleum Operating Co.', les géants pétroliers au Soudan ¹⁶ ». Ce qui signifie que la Chine reste l'unique membre du Conseil de Sécurité qui joue un rôle majeur entre les deux Soudan et son Statut du p. 5 change la donne. Car elle s'est aussi engagée dans le processus de paix dans ces deux Pays à travers notamment son implication à la médiation entre Khartoum et Juba à l'issue de la visite du 24 au 28 avril 2012 du Président Sud-Soudanais, Salva Kiir, à Pékin après les affrontements entre les deux Pays dans leurs frontières pétrolières (Zone pétrolière d'Heglig, par exemple, prise par le Soudan au Soudan du Sud) et son implication à l'armement des troupes soudanaises en lutte pendant plus de vingt ans contre les rebelles du Mouvement populaire de libération du Soudan (SPLM) qui dirige aujourd'hui le Soudan du Sud¹⁷. Ces illustrations sont la preuve de l'agressivité chinoise sur les ressources naturelles africaines quoi que le responsable du Fond capital investissement chinois, Bloomberg, avait affirmé au cours d'une interview accordée à la Radio France Internationale (RFI) le 12/12/2011 que « la présence des investisseurs chinois en Afrique n'est pas si rentable que cela¹⁸. »

LA FORCE TRANQUILLE JAPONAISE

Les grandes lignes de la diplomatie nipponne ont été au départ tracées par les USA dans le cadre de la politique d'endiguement du communisme lancé par eux lors de la guerre froide¹⁹. Ce qui rendait le Japon

com/2013/07/02/mali-des-contrats-chinois-irritent-le-fmi-et-les-baillleurs-occidentaux/, consulté le 02/06/2015 à 19h 14 min

16. A lire chez ABBAS Reem, « Soudan : la Chine pourrait huiler le processus de paix », en ligne sur <http://www.afriquechine.net/2011/soudan+la+chine+pourrait+huiler+le+processus+de+paix.html>, consulté le 02/06/2015 à 19h 51 min

17. Pour plus des détails, lire « Le Président sud-soudanais en Chine, qui joue les médiateurs », en ligne sur http://www.lemonde.fr/afrique/article/2012/04/24/le-president-sud-soudanais-en-chine-qui-joue-les-mediateurs_1690173_3212.html, consulté le 03/06/2015 à 13h 23 min

18. On peut lire cette position de Bloomberg chez GARAT Frédéric, « Chine/Afrique : des investisseurs chinois en Afrique » sur <http://www.afriquechine.net/2011/chine+afrique+des+investisseurs+chinois+en+afrique.html>, consulté le 02/06/2015 à 19h 41 min

19. Lire dans le même sens, TORDJMAN Jonathan, « Le Japon, pour une coopération internationale plus juste », dans <http://redtac.org/unialter/2010/04/08/le-ja->

totallement dépendant de la diplomatie des Occidentaux pour l'Afrique. Mais à la fin du clivage Ouest-est, le Japon a instauré une stratégie diplomatique pour l'Afrique dans le cadre de la Conférence Internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD) tenue la première fois en 1993. Comme celle de l'Empire du Milieu, cette stratégie touche spécialement trois secteurs : politique et/ou sécuritaire, économique et environnemental. Politiquement, le respect de la souveraineté et de la volonté des partenaires en vue de consolider la paix et la sécurité humaine sont la clef de voûte de cette diplomatie. Économiquement, le Pays de la racine du jour applique le principe du « demandeur de l'aide ». L'aide n'est octroyée que sur demande de l'intéressé (bénéficiaire) et est fondée sur la rationalité économique. L'Empire du Soleil levant ne néglige non plus les aspects environnementaux notamment le changement climatique. Il a d'ailleurs été, en 2010, le premier contributeur au sein de l'OCDE en ce qui concerne le montant de l'aide climatique (7,7 milliards de dollars US)²⁰. Bien avant cela, la majorité de son engagement relatif au fond pour le climat au titre de l'Initiative Hatoyama était de 11 milliards de dollars²¹. Mais de manière générale, toute la diplomatie du Japon en Afrique tourne autour des principes fondamentaux suivants : l'Appropriation par les Africains de leur processus de Développement et le partenariat international. Une diplomatie menée sous silence dans le cadre de la coopération verticale (Nord-Sud) et dont les réalisations ne se font vraiment pas trop ressentir²² à telle enseigne que les observa-

pon-pour-une-cooperation-internationale-plus-juste/, consulté le 11/01/2014.

20. Lire Épargne Sans Frontière, « Le financement de la lutte contre le changement climatique : un enjeu pour les pays en développement », Actes du colloque annuel d'ESF tenu le 21 mars 2012 à Paris dans l'Auditorium de Natixis en partenariat avec l'Agence Française de Développement, p. 9 en ligne sur http://www.epargnesansfrontiere.org/mediatheque/fichiers/ESF_Actes_Colloque_2012_Financements_climat.pdf

21. ECA/ADF/9/6 du 19 septembre 2014, *Financement de la lutte contre les changements climatiques : Implications pour la transformation de l'Afrique*, Commission économique de l'ONU pour l'Afrique, 9^e forum pour le développement de l'Afrique, Document de travail, p. 7 en ligne sur http://www.uneca.org/sites/default/files/uploaded-documents/ADF/ADFI/adf_ix-_issues_paper_5-climage_financing-fr.pdf. Lancée en 2009 et du nom de son initiateur, le premier ministre japonais Yukio Hatoyama, l'initiative Hatoyama visait la création d'une « Communauté asiatique » sur le modèle européen.

22. La coopération dite triangulaire ou trilatérale « nord-sud-sud » est l'un des axes phares de la diplomatie japonaise et, notamment, de ses flux d'aide à travers la JICA. L'Afrique en est le premier destinataire. Cette forme de

teurs peuvent se demander si le Japon est présente en Afrique contrairement à la Chine qui fait parler d'elle grâce aux multiples réalisations de sa diplomatie en Afrique et à sa forte visibilité médiatique.

Le matériel de transport comme secteur d'activité de l'Investissement Direct Étranger (IDE) japonais en Afrique a été évalué par le ministère japonais des finances à une valeur de 52 049 000 de yens²³. La présence de Komatsu en Afrique en général avec une progression de ses ventes de 52 %²⁴ et, en particulier, de ses machines dans le cadre du développement de la mine d'or de Karma au Burkina Faso²⁵ et dans le cadre du développement rural en R.D.C. à travers la réhabilitation de 18 km de route, Kimpese-Kiluweka qui donne accès à la route nationale n° 1 afin de contribuer à l'augmentation du potentiel agricole²⁶. Un rapport du cabinet d'avocat d'affaires international Linklaters souligne que le Japon finance trois fois plus que la Chine les projets de développement en Afrique bien que ce financement passe sous silence et serait, par ce fait, le premier investisseur est-asiatique en Afrique suivi de la Chine et de l'Inde contrairement à ce qui est présenté au public soit 3,5 milliards de dollars à lui seul sur les 4,2 milliards de dollar apportés par l'Asie

coopération est devenue stratégique et prioritaire pendant la conférence de Busan. Voir JICA Research Institute, *Triangular cooperation mechanisms. A comparative study of Germany, Japan and UK*, April 2014 en ligne sur [https://jica-ri.jica.go.jp/publication/assets/Triangular % 20Cooperation % 20Mechanisms_1_for % 20web.pdf](https://jica-ri.jica.go.jp/publication/assets/Triangular%20Cooperation%20Mechanisms_1_for%20web.pdf)

23. Voir les statistiques mensuelles du Ministère japonais des finances de 1998 citées par ANDROUAI Anne, « Japon et Afrique : la genèse de relations économiques », in *Afrique contemporaine* 4/2004 (n° 212), p. 117 en ligne sur www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2004-4-page-113.htm.

24. Lire « Sur un marché africain très porteur, de nouveaux venus menacent les positions bien établies des deux leaders de la construction d'engins miniers. » sur <http://www.jeuneafrique.com/Article/LIN100881acrisapsia0/caterpillar-komatsu-tractafric-equipment-babcockla-crise-connaiss-pas.html>, consulté le 02/06/2015 à 15 h 39 min

25. Voir « Afrique : un contrat en or pour Komatsu » sur <http://www.constructioncayola.com/carrieres/article/2014/05/22/92917/afrique-contrat-pour-komatsu.php>, consulté le 02/06/2015 à 15 h 34 min

26. Voir « Signature de deux contrats de don de micro-projets : Le Projet d'Appui à la Valorisation et à la Commercialisation des Productions dans la Province du Bas-Congo avec AGRISUD INTERNATIONAL et le Projet d'Appui à la Mécanisation des Travaux d'Entretien et de Réhabilitation des Routes Rurales avec CLER KIAWUNGWA (à l'Ambassade, le 4 mars 2011) » en ligne sur <http://www.rdc.emb-japan.go.jp/embassy/embassy/bascongokusanone.html>, consulté le 02/06/2015 à 17 h 14 min

de l'Est en Afrique²⁷. Tout ceci laisse voir que l'industrie Auto-moto et les engins de chantier japonais sont très en avance en Afrique et que la force tranquille de l'Empire du soleil levant repose sur la certitude d'assurer le ravitaillement en ressources vitales.

LE DOUBLE JEU CORÉEN : DE L'OFFENSIVE À L'HÉSITATION

Le Pays du matin calme veut une diplomatie calquée sur le modèle de son Livre blanc de 2006 bien qu'on n'y retrouve pas assez des détails²⁸. Quelques éléments de cette diplomatie peuvent aussi être retrouvés dans la loi de 2007 sur l'Aide Publique au Développement coréenne. S'inspirant de ces documents, la conférence ministérielle sur la coopération économique entre la Corée et l'Afrique de 2006 (la conférence ministérielle KOAFEC) a posé des bases solides de la diplomatie coréenne pour l'Afrique. Ainsi pour l'Afrique, la diplomatie coréenne touche particulièrement quatre aspects : politique, économique, environnemental et sécuritaire. Sur le plan politique, la Corée du Sud se fonde sur l'idée de plus de présence dans les affaires internationales en Afrique afin de satisfaire aux obligations découlant de la Charte des Nations Unies notamment l'instauration de la paix internationale et de créer un leadership international. Sur le plan économique, la diplomatie coréenne met à la disposition de l'Afrique l'aide dont la Corée du Sud a bénéficié dans le passé à travers un modèle d'aide exclusivement coréen qui privilégie les secteurs dans lesquels le Pays du matin frais dispose des avantages comparatifs (la santé, l'éducation et le développement des ressources humaines, la gouvernance, les TIC, ainsi que l'agriculture et le milieu rural)²⁹. Sur le plan environnemental, cette diplomatie pour l'Afrique met l'accent sur la sobriété en carbone et la croissance verte en vue de prévenir le changement climatique et la pollution de l'environnement. Sur le plan sécuritaire, la diplomatie sécuritaire sud-coréenne en Afrique³⁰ permet à Séoul d'investir dans les Opérations de Maintien de

27. Voir « Le Japon investit trois fois plus que la Chine dans le financement des projets en Afrique, selon Linklaters » sur <http://www.agenceecofin.com/investissement/2503-27590-le-japon-investit-trois-fois-plus-que-la-chine-dans-le-financement-des-projets-en-afrique-linklaters>, consulté le 02/06/2015 à 18 h 10 min

28. Voir « Profil Corée du Sud », p.3 en ligne sur file:///C:/Users/SAM/Downloads/South_Korea_31_03_09_FR.pdf, consulté le 02/06/2015 à 13 h 41 min

29. *Idem*, p. 3 et 6

30. Sur la diplomatie sécuritaire sud-coréenne en Afrique, lire LARRAMENDY Damien, « Fiche d'information de l'Etat : Corée du Sud », en ligne sur [5](http://www.opera-</p></div><div data-bbox=)

la Paix (OMP) de l'ONU en Afrique. C'est sa constitution et la loi sur la participation à des Opérations de Maintien de la Paix de l'ONU, adoptée en décembre 2009 et entrée en vigueur en avril 2010, qui le lui autorisent. Quand la Corée du Sud décide de mettre à la disposition de l'ONU un contingent militaire, ce dernier ne peut s'engager dans les actions militaires mais plutôt purement humanitaires et civiles telles les actions médicales, d'ingénierie, la reconstruction d'écoles, les aides humanitaires dans les zones en conflit ou post-conflit, la dispense des cours de Taekwondo et de coréen. Cette stratégie qui interdit aux soldats coréens de s'engager dans les actions militaires mais seulement humanitaires et civiles s'appellent en Corée du Sud « Vague de Paix ». En Afrique, la Corée du Sud a donc participé dans deux principales OMP à savoir : l'ONUSOM II (Somalie) et l'UNAVEM III (Angola). Contrairement à la Chine qui est très présente en Afrique (agressivité chinoise) grâce à son pragmatisme (realpolitik) et au Japon qui préfère une politique tranquille fondée sur la rationalité économique, la diplomatie coréenne pour l'Afrique se focalise, de manière générale, sur le partage de l'expérience de développement coréen après avoir accompli des performances inédites dans le passé. Ce qui rend apparemment la démarche diplomatique coréenne « spécifique » et « différente » de deux autres cadors est-asiatiques (Chine et Japon).

Par ailleurs, il peut être observé que sur le segment de l'électronique grand public (téléviseurs, réfrigérateurs, etc.) en Afrique, Samsung occupe la première place avec une croissance de ses revenus africains de 30 % (912 millions d'euros). Le géant coréen compte atteindre 7 milliards d'euros en cette année 2015 afin de concurrencer l'investissement chinois en Afrique³¹. La Corée est donc très offensive dans le commerce de l'électrotechnique (Samsung, Lg, hifi et électroménager). Les voitures coréennes prennent de plus en plus de place. Hyundai, par exemple, challenge Mazda et ce Chaebol annonçait l'implantation de son usine de montage à Kinshasa en R.D.C. après la signature d'un protocole d'accord le samedi 23 octobre 2013 entre le gouvernement de la R.D.C. avec Central Motors, représentant de la firme coréenne Hyundai³².

tionspaix.net/45-fiche-d-information-de-l-etat-coree-du-sud.html, consulté le 03/06/2015 à 02 h 02 min.

31. Voir « Samsung vise l'Afrique » sur <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAJA2628p067.xml0/>, consulté le 02/06/2015 à 18 h 37 min

32. Voir « RDC : Hyundai annonce l'implantation de son usine de montage à Kinshasa » sur <http://radiokapi.net/actualite/2013/11/23/rdc-hyundai-annonce-limplanta->

Cette situation ne remet pas en cause le fait qu'en matière d'investissement, Séoul reste quelque peu hésitant pour son implication diplomatique effective en Afrique à cause de l'instabilité des institutions politiques dans cette partie du monde. Il sied de relever, tout de même, que si la diplomatie chinoise intervient dans le cadre de la coopération Sud-Sud et japonaise dans la coopération Nord-Sud, la diplomatie coréenne pose problème quant à sa catégorisation. Ce flou est entretenu par certaines déclarations officielles de la Corée du Sud devant l'OMC qui tendent à la faire passer pour un Pays du Sud alors que la Banque mondiale, l'OCDE et, récemment, le Sommet de Busan de 2011 la considèrent comme un Pays du Nord malgré les déclarations de ses autorités³³. On comprend ainsi que nonobstant le critère économique (notamment l'IDH, le PIB global et par tête) dont tiennent compte certaines institutions internationales économiques pour mettre en place la classification des États à la catégorie Nord ou Sud, les déclarations de ces derniers faites en marge de cette classification rendent l'appartenance à ces deux catégories un acte hautement politique car tenant compte des enjeux de l'heure (L'appartenance au Nord imposant trop d'obligations qu'à celle au Sud). Ce qui a une influence non négligeable dans la mise en place de la stratégie diplomatique par un État vis-à-vis de ses partenaires.

Concernant la soft diplomatie dans l'offre des bourses d'études, le Pays de la racine du jour intervient en faveur des Pays en Développement, membres de l'UNESCO, choisis parmi les Pays les moins avancés (PMA) dont les Pays africains. Cette intervention se fait dans le cadre d'un Programme intitulé Programme des bourses UNESCO/Japon pour les jeunes chercheurs. Ce programme a été mis en place depuis novembre 2000 afin de permettre à l'UNESCO de renforcer la recherche dans ses quatre domaines d'intérêts prioritaires de développement³⁴. À cela, il faut

tion-de-son-usine-de-montage-a-kinshasa/, consulté le 02/06/2015 à 18 h 49 min

33. En effet, la Corée du Sud est un membre du CAD de l'OCDE qui regroupe des Pays essentiellement du Nord et n'a pas de mandat à instituer la coopération sud-sud. Séoul gère ou instrumentalise cette double identité/étiquette "nord" et "sud" en fonction des intérêts en présence car l'appartenance au Nord lui permet de s'affirmer en tant que chef de file dans la diplomatie mondiale quoiqu'elle impose plus d'obligations que l'appartenance au Sud.

34. Voir UNESCO, « Programme de bourses UNESCO/Japon pour les jeunes chercheurs », en ligne sur <http://www.unesco.org/new/fr/fellowships/programmes/>

ajouter 4 autres catégories de bourses offertes par le gouvernement japonais en Afrique : la bourse de recherche, la bourse d'études universitaires, la bourse haute technologie et la bourse de formation³⁵. À l'instar du Japon, l'Empire du Milieu dispose d'un programme de bourses co-parrainées avec l'UNESCO. Il concerne les études supérieures aux niveaux universitaire et post-universitaire dans lequel 46 pays africains sont éligibles. Il est d'une durée égale à un an³⁶. Le livre blanc 2013 sur la coopération sino-africaine renseigne que l'«African Talent program», un autre programme de bourses, vise les secteurs professionnel et scientifique. Dans le premier secteur, il prévoit former 30000 professionnels africains dans divers domaines dont l'agriculture et la santé. Dans le second, il met 18000 bourses d'études à la disposition des jeunes africains d'ici 2015³⁷. Les principales bourses coréennes en Afrique sont celles de la Korean International Cooperation Agency (KOICA), de la Pohang Iron and Steel Company (POSCO) et du gouvernement, Korean Government Scholarship Programm (KGSP), géré par le National Institute for International Education (NIIED). Les deux premiers programmes sont destinés à l'organisation d'une formation de qualité dans les secteurs dont la Corée du

unescokeizo-obuchi-japan-young-researchers-fellowships-programme-unescokeizo-obuchi-research-fellowships-programme/, consulté le 02/06/2015 à 23 h 06 min

35. À lire dans <http://www.sn.emb-japan.go.jp/fr/education/bourse.html>, consulté le 02/06/2015 à 23 h 15 min. Sur ce site de l'ambassade japonaise au Sénégal, on peut lire que «d'1an et demi ou 2 ans, la première est destinée aux jeunes chercheurs de moins de 35 ans et qui désirent poursuivre leurs études dans une université japonaise ; alors que la deuxième est de 5 ans et est destinée aux bacheliers nés entre le 2 avril 1994 et le 1er avril 1999 voulant faire leurs études supérieures dans une université japonaise. La troisième est de 4 ans et est destinée aux élèves bacheliers nés entre le 2 avril 1994 et le 1er avril 1999, voulant faire leurs études supérieures dans une école supérieure de formation en technologie pour obtenir un diplôme d'ingénieur. Enfin, la quatrième est de 3ans et est destinée aux élèves bacheliers nés entre le 2 avril 1994 et le 1er avril 1999, voulant faire une formation professionnelle dans un «Japanese Professional Training College» pour obtenir un Brevet de Technicien Supérieur (BTS).»

36. Voir UNESCO, «Programme de bourses co-parrainées UNESCO/République Populaire de Chine-La Grande Muraille» en ligne sur <http://www.unesco.org/new/fr/fellowships/programmes/unescopeoples-republic-of-china-the-great-wall-co-sponsored-fellowships-programme/>, consulté le 02/06/2015 à 23 h 33 min.

37. Voir Jeune Afrique, «La Chine présente sa nouvelle stratégie pour l'Afrique», en ligne sur <http://economie.jeuneafrique.com/regions/international-panafricain/19280-la-chine-presente-sa-nouvelle-strategie-pour-lafrique.html>, consulté le 02/06/2015 à 23 h 49 min

Sud dispose des avantages comparatifs afin de partager son expérience de développement à ses partenaires parmi lesquels on retrouve certains Pays africains. Ces programmes post-universitaires exigent des candidats d'avoir un niveau de licence (BAC+5). Ils amènent en Corée du Sud une moyenne de 500 étudiants étrangers et sont d'une durée d'un an minimum et de deux ans maximum. Ce sont des programmes cumulativement professionnels et académiques destinés aux fonctionnaires des Pays partenaires de Séoul et, exceptionnellement, aux membres d'ONG desdits Pays. Le KGSP est, par contre, «conçu pour offrir un enseignement supérieur en Corée pour les étudiants internationaux, dans le but de promouvoir les échanges internationaux en matière d'éducation ainsi que l'amitié mutuelle entre les Pays participants.³⁸» En 2015, il avait enregistré 493 candidats dont 99 candidats venus de 45 pays africains et est essentiellement académique. Il concerne les étudiants qui préparent leurs licences, les licenciés qui préparent leurs masters et les étudiants qui préparent leurs doctorats.

À la question de savoir lequel de trois États fait mieux concernant la soft diplomatie dans l'offre des bourses d'études, il convient de répondre en mettant l'accent non pas sur la quantité de bourses octroyées mais plutôt sur leur qualité. Toutes ces bourses constituent un important investissement en capital humain pour l'Afrique. Mais fort malheureusement, ce capital humain acquis est sous-employé par l'Afrique³⁹.

Tout compte fait, la Corée du Sud dispose des moyens à long terme de ses ambitions et devrait profiter de l'actuel contexte international caractérisé par les critiques vis-à-vis des activités de la Chine dans l'économie africaine, par les crises interne aux USA (notamment celle de l'emploi domestique) et financière européenne surtout l'image négative de l'Europe en Afrique due à sa colonisation⁴⁰.

38. Informations recueillies dans «2015 Korean Government Scholarship Program Guideline for International Students Enrolled in Graduate Programs» en ligne sur <http://www.topikguide.com/2015/02/niied-korean-government-scholarship-program-kgsp-2015.html>, consulté le 03/06/2015 à 00 h 54 min

39. Pour plus de précision, lire LUABEYA Pacifique Hippolyte, «La coopération au développement coréano-congolaise à l'aune des Objectifs du Millénaire pour le Développement», in *Thinking Africa*, NDR n°16-avril 2015, pp.5-6 en ligne sur <http://www.thinkingafrica.org/V2/la-cooperation-au-developpement-coreano-congolaise-a-laune-des-objectifs-du-millenaire-pour-le-developpement/>

40. Ce développement constitue l'un des éléments de réponse aux interrogations que nous avons soulevées dans

Au demeurant, belles soient-elles, les ambitions de ces trois politiques, que chacun se propose de faire, ne doit pas continuer à plonger les États africains dans un profond sommeil propre à l'hibernation. Car il va de leur intérêt de ne pas perdre de vue que la présence de la Chine, du Japon et de la Corée du Sud dans le continent africain n'est pas un blanc-seing pour leur développement qui reste, avant tout, une appropriation personnelle. Pour preuve, depuis la mise en place des stratégies d'industrialisation de l'Afrique dans les années 60⁴¹ à la forte implication des États est-asiatiques sous-examen en Afrique consécutivement à l'adoption des Objectifs du Millénaire pour le Développement (O.M.D.) en 2000, la plupart des États africains restent toujours plongés dans le sous-développement caractérisé par une extrême pauvreté de leurs populations⁴². Ce qui révèle que les trois politiques précitées semblent être donc un habillage pour masquer la violence de la prédation dans la mesure où elles relèvent de l'idée de l'exploitation des ressources naturelles de l'Afrique qui n'en bénéficie presque pas. Cela, malgré que les démarches de trois géants asiatiques prônent, toutes, l'apolitisme en évitant les ingérences politiques pour le respect de la souveraineté des partenaires africains. Ce qui n'est toujours pas évident

la conclusion d'une de nos précédentes réflexions. Voir LUABEYA Pacifique Hippolyte, *Op.cit.*, p. 14

41. Ces stratégies peuvent être lues dans les allocutions d'ouverture du colloque international sur le développement industriel africain tenu à Dakar au Sénégal du 20 au 25 novembre 1972. Il s'agit des allocutions de M. Almamy Sylla, Secrétaire du Conseil du Développement Industriel, de M. Louis Alexandrenne, Ministre du Développement Industriel de la République du Sénégal, de M. Ridha Askri, Conseiller du Ministère de l'économie de la Tunisie, de M. Diawara, Ministre du Plan de la Côte d'Ivoire et de M. Jacques Ferrandi, Directeur Général de Fonds Européen de Développement. Les décennies 60 et 70 avaient mis l'accent sur l'industrialisation afin d'atteindre la croissance en Afrique. Chose qui avait échoué car on avait perdu de vue à cette époque que pour arriver à l'industrialisation du continent africain, ce qui était un but à atteindre à cette époque, chaque Pays devait avoir son parcours. On ne pouvait pas généraliser un parcours pour que tout le monde l'emprunte parce que les cultures économiques des Pays sont différentes. La décennie 80 a prôné plusieurs réformes avec l'avènement du consensus de Washington. La décennie 90 a insisté sur la mondialisation ; fort malheureusement avec l'exclusion de l'Afrique. Par contre, depuis 2000, les débats tournent autour des OMD qui s'avèrent jusqu'à présent être difficiles à être atteints par les Pays africains à cause de leur nature presque irréaliste, du manque de stratégies appropriées au sein des États et de bonnes politiques internes.

42. Pour plus de précision, lire le Rapport du PNUD sur l'IDH 2014, p. 180 en ligne sur <http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr14-report-fr.pdf>

en pratique et fait de l'Afrique une vache nourricière pour ces diplomaties.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages et articles

ABBAS Reem, «Soudan : la Chine pourrait huiler le processus de paix», en ligne sur <http://www.afriquechine.net/2011/soudan+la+chine+pourrait+huiler+le+processus+de+paix.html>

ANDROUAI Anne, «Japon et Afrique : la genèse de relations économiques», in *Afrique contemporaine* 4/2004 (n° 212).

Épargne Sans Frontière, «Le financement de la lutte contre le changement climatique : un enjeu pour les pays en développement», Actes du colloque annuel d'ESF tenu le 21 mars 2012 à Paris dans l'Auditorium de Natixis en partenariat avec l'Agence Française de Développement, en ligne sur http://www.epargnesansfrontiere.org/mediatheque/fichiers/ESF_Actes_Colloque_2012_Financements_climat.pdf

GABAS Jean-Jacques et CHAPONNIERE Jean-Raphaël, *Le temps de la Chine en Afrique. Enjeux et réalités au sud du Sahara*, Paris, Khartala et Gemdev, 2012

GARAT Frédéric, «Chine/Afrique : des investisseurs chinois en Afrique» sur <http://www.afriquechine.net/2011/chine+afrique+des+investisseurs+chinois+en+afrique.html>

TORDJMAN Jonathan, «Le Japon, pour une coopération internationale plus juste», en ligne sur <http://redtac.org/unialter/2010/04/08/le-japon-pour-une-cooperation-internationale-plus-juste/>

Jeune Afrique, « La Chine présente sa nouvelle stratégie pour l'Afrique », en ligne sur <http://economie.jeuneafrique.com/regions/international-panafricain/19280-la-chine-presente-sa-nouvelle-strategie-pour-lafrique.html>

LARRAMENDY Damien, «Fiche d'information de l'Etat : Corée du Sud», en ligne sur <http://www.operationspaix.net/45-fiche-d-information-de-l-etat-coree-du-sud.html>

LUABEYA Pacifique Hippolyte, «La coopération au développement coréano-congolaise à l'aune des Objectifs du Millénaire pour le Développement», in *Thinking Africa*, NDR n°16-avril 2015, en ligne sur <http://www.thinkingafrica.org/V2/la-cooperation-au-developpement-coreano-congolaise-a-laune-des-objec-tifs-du-millenaire-pour-le-developpement/>

Service de l'observation et des statistiques, «Impact de l'épuisement des ressources naturelles sur les agrégats économiques», in *Ministère de l'Écologie, du*

Développement durable, des Transports et du Logement de la République française. Commissariat général au développement durable, n° 6, Octobre 2011

UNESCO, «Programme de bourses UNESCO/Japon pour les jeunes chercheurs», en ligne sur <http://www.unesco.org/new/fr/fellowships/programmes/unescokeizo-obuchi-japan-young-researchers-fellowships-programme-unescokeizo-obuchi-research-fellowships-programme/>

UNESCO, «Programme de bourses co-parrainées UNESCO/République Populaire de Chine-La Grande Muraille» en ligne sur <http://www.unesco.org/new/fr/fellowships/programmes/unescoplees-republic-of-china-the-great-wall-co-sponsored-fellowships-programme/>

Documents officiels

Partenariat de Busan de 2011 pour une coopération efficace au service du développement en ligne sur <http://www.oecd.org/fr/cad/efficacite/49650184.pdf>

JICA Research Institute, *Triangular cooperation mechanisms. A comparative study of Germany, Japan and UK*, Avril 2014 en ligne sur [https://jica-ri.jica.go.jp/publication/assets/Triangular % 20Cooperation % 20Mechanisms_1_for % 20web.pdf](https://jica-ri.jica.go.jp/publication/assets/Triangular%20Cooperation%20Mechanisms_1_for%20web.pdf)

ECA/ADF/9/6 du 19 septembre 2014, *Financement de la lutte contre les changements climatiques : Implications pour la transformation de l'Afrique*, Commission économique de l'ONU pour l'Afrique, 9^e forum pour le développement de l'Afrique, Document de travail, en ligne sur http://www.uneca.org/sites/default/files/uploaded-documents/ADF/ADFI/ADF_ix-issues_paper_5-climage_financing-fr.pdf.

Rapport du PNUD sur l'IDH 2014, en ligne sur <http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr14-report-fr.pdf>

Webographie

<http://cd.china-embassy.org/fra/zghz/>: «Le discours de l'ambassadeur de la Chine lors de la réception de la fête nationale chinoise»

<http://www.africaneconomicoutlook.org/fr/outlook/>: «Perspectives économiques en Afrique»

www.mediacongo.net/show.asp?doc=7884 : «Protocole d'accord du 17 septembre 2007 signé entre la RDC et le groupement d'entreprises chinoises».

<http://www.doc-etudiant.fr/Droit/International/Memoire-Contrat-detat-et-internationalisation-69852.html> : «*Contrat d'Etat et internationalisation*»

<http://democratiechretienne.org/2013/05/04/finile-contrat-chinois-exim-bank-se-retire-meme-la-chi>

na-na-plus-confiance-en-kabila/ : «Fini le “contrat chinois” – Exim Bank se retire : même la Chine n'a plus confiance en Kabila»

www.mediacongo.net/show.asp?doc=7884 : «Les véritables clauses du contrat chinois»

<http://www.financialafrik.com/2013/07/02/mali-des-contrats-chinois-irritent-le-fmi-et-les-bailleurs-occidentaux/> : «Mali : des contrats chinois irritent le FMI et les bailleurs occidentaux»

http://www.lemonde.fr/afrique/article/2012/04/24/le-president-sud-soudanais-en-chine-qui-joue-les-mediateurs_1690173_3212.html : «Le Président sud-soudanais en Chine, qui joue les médiateurs»

<http://www.jeuneafrique.com/Article/LIN-10088lacrisapsia0/caterpillar-komatsu-tractafric-equipment-babcockla-crise-connaiss-pas.html> : «Sur un marché africain très porteur, de nouveaux venus menacent les positions bien établies des deux leaders de la construction d'engins miniers.»

<http://www.constructioncayola.com/carrieres/article/2014/05/22/92917/afrique-contrat-pour-komatsu.php> : «Afrique : un contrat en or pour Komatsu»

<http://www.rdc.emb-japan.go.jp/embassy/embassy/bascongokusanone.html> : «Signature de deux contrats de don de micro-projets : Le Projet d'Appui à la Valorisation et à la Commercialisation des Productions dans la Province du Bas-Congo avec AGRISUD INTERNATIONAL et le Projet d'Appui à la Mécanisation des Travaux d'Entretien et de Réhabilitation des Routes Rurales avec CLER KIAWUN-GWA (à l'Ambassade, le 4 mars 2011)»

<http://www.agenceecofin.com/investissement/2503-27590-le-japon-investit-trois-fois-plus-que-la-chine-dans-le-financement-des-projets-en-afrique-linklaters> : «Le Japon investit trois fois plus que la Chine dans le financement des projets en Afrique, selon Linklaters»

file:///C:/Users/SAM/Downloads/South_Korea_31_03_09_FR.pdf : «Profil Corée du Sud»

<http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAJA2628p067.xml0/>: «Samsung vise l'Afrique»

<http://radiokapi.net/actualite/2013/11/23/rdc-hyundai-annonce-limplantation-de-son-usine-de-montage-a-kinshasa/>: «RDC : Hyundai annonce l'implantation de son usine de montage à Kinshasa»

<http://www.sn.emb-japan.go.jp/fr/education/bourse.html> : «site officiel de l'ambassade japonaise au Sénégal»

<http://www.topikguide.com/2015/02/nied-korean-government-scholarship-program-kgsp-2015.html> : «2015 Korean Government Scholarship Program Guideline for International Students Enrolled in Graduate Programs»